

100 %

L'Espagne vise 100 % d'énergies renouvelables en 2050 : le gouvernement espagnol a présenté le 13 novembre un plan ambitieux qui pourrait permettre à l'Espagne de passer de 23 % aujourd'hui à 70 % de production d'électricité à partir de ressources renouvelables d'ici 2030 puis à 100 % en 2050. Énergies solaire, éolienne et hydraulique viendraient se substituer au charbon, au gaz et au pétrole, dont toute nouvelle exploitation a été interdite, et au nucléaire, qui représente aujourd'hui 20 % de la consommation d'électricité dans le pays.

DÉVELOPPEMENT DURABLE



/ ARCHIVES LA PROVENCE

Mettre la main à la poche pour les énergies renouvelables

Investir dans un parc éolien, une centrale photovoltaïque ou une chaufferie biomasse : les projets d'énergie renouvelable cherchent des financements du côté des particuliers

Le "crowdfunding" fait tache d'huile. Ce mode de financement participatif, qui fait appel à la générosité des citoyens pour donner naissance à des projets de toute sorte, pourrait bientôt s'appliquer aux énergies renouvelables. Investir dans un parc éolien, une centrale photovoltaïque ou une chaufferie biomasse : un geste qui pourrait permettre au secteur de se déployer en Corse. "Il y a aujourd'hui plus de 300 projets au niveau national qui sont financés par les citoyens", chiffre Camille Fabre, directeur régional de l'Ademe. En Corse, nous avons des difficultés à développer les énergies renouvelables mais nous pensons que l'implication des acteurs du territoire et des citoyens est l'occasion de lever des freins financiers."

Venu de Bretagne pour présenter l'association Énergie partagée lors d'un colloque organisé à l'IUT de Corte, Michel Leclercq a une expérience conséquente en termes de financement parti-

cipatif : 5 500 investisseurs ont placé des fonds via son association. "La première motivation des investisseurs est écologique, ils veulent faire quelque chose contre le changement climatique. La rentabilité de l'investissement et l'envie de savoir où va leur épargne viennent après."

Avec un investissement moyen de 1 800 euros, les épargnants peuvent espérer une rentabilité de 4 à 6 % au bout d'une dizaine d'années, estime Michel Leclercq. Qui insiste aussi sur la dimension locale de l'opération : "Il y a une fierté à prendre le destin de sa région en main et faire en sorte que les ressources du territoire restent sur le territoire."

Car pour le moment, les développeurs d'énergies renouvelables corses font le plus souvent appel à des investisseurs européens, qui empoignent logiquement les bénéfices lorsque les installations deviennent rentables. "Si nous avons pu travailler jusqu'à aujourd'hui, c'est grâce à ces investisseurs pri-

vés", témoigne Marie-Hélène Mattei, directrice de Corse Énergie Solaire. Le financement citoyen, elle n'y croit pas tellement : "Il serait sûrement plus intéressant et facile d'impliquer les banques dans les projets locaux. Au niveau des citoyens, nous pensons qu'il faudrait plutôt développer l'autoconsommation : chacun produit l'énergie qu'il consomme."

Le gisement en Corse est énorme : jusqu'à 100 000 tonnes de bois pourraient être transformées en énergie de chauffage chaque année, 150 000 m² de solaire thermique pourraient être installés pour l'eau chaude, seulement deux parcs éoliens sont en activité et le solaire photovoltaïque a atteint une maturité technologique qui lui a permis de diviser ses coûts de production par trois en 8 ans.

Pourquoi les énergies renouvelables ne prennent-elles encore à environ 10 % de l'énergie consommée en Corse ? "La programmation pluriannuelle de



/ DOCUMENT CORSE-MATIN

l'énergie a adopté une stratégie pour substituer les ENR aux moyens coûteux et polluants de production d'énergie, assure Alexis Milano, directeur de l'agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie de Corse (AUE). Nous allons passer le seuil de déconnexion de 35 à 45 % (soit la part maximale d'énergies renouvelables qui peuvent être injectées dans le réseau, ndlr). Notre objectif est de produire le maximum

de renouvelables." Reste que pour atteindre l'autonomie énergétique en 2050, la Corse va devoir changer de vision de l'énergie et pour cela, l'Ademe et l'AUE espèrent un développement du financement citoyen : "L'énergie n'est plus seulement l'affaire d'EDF, de la région ou de l'Etat. La transition énergétique est la somme de petits projets disséminés sur tout le territoire et de gros investissements, comme le gaz, qui

peuvent être portés par un opérateur comme EDF", argumente Camille Fabre.

En Allemagne, la moitié des installations d'énergies renouvelables ont été financées par des épargnants locaux. En France, plus de 10 000 personnes ont mis leurs bas de laine dans des éoliennes ou des panneaux solaires, pour un total de 170 millions d'euros. En Corse, tout reste à faire.

AUDREY CHAUVET